

Prévisions conjoncturelles

Prévisions pour la Suisse

Au 2^e trimestre, la reprise de l'économie suisse s'est poursuivie conformément aux attentes, même si elle a perdu de son dynamisme. La croissance du PIB a notamment été soutenue par la consommation privée, qui s'est fortement redressée suite à la levée des mesures de lutte contre le coronavirus. En revanche, après une longue période d'expansion, les exportations ont reculé, principalement en raison du commerce de transit et d'une baisse des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques. Les difficultés d'approvisionnement persistantes et la pénurie croissante de personnel pèsent sur l'évolution. L'emploi a de nouveau augmenté de manière notable.

Pour le trimestre en cours, les indicateurs usuels actuels présentent une situation contrastée. Par exemple, le PMI de l'industrie et celui des services sont restés nettement au-dessus du seuil de croissance en août. Cela tranche avec de nombreux pays partenaires commerciaux, dont les PMI sont déjà passés, pour certains, en dessous du seuil de croissance. D'autres indicateurs de confiance nationaux se sont toutefois nettement détériorés. Le climat de consommation, après s'être fortement assombri, se situe à un niveau historiquement bas. Cette situation ne se reflète toutefois guère, jusqu'à présent, dans les indicateurs quantitatifs disponibles : les chiffres d'affaires du commerce de détail et les transactions par carte ont évolué de manière généralement stable jusqu'à présent. La consommation est également soutenue par le marché du travail qui poursuit sa reprise.

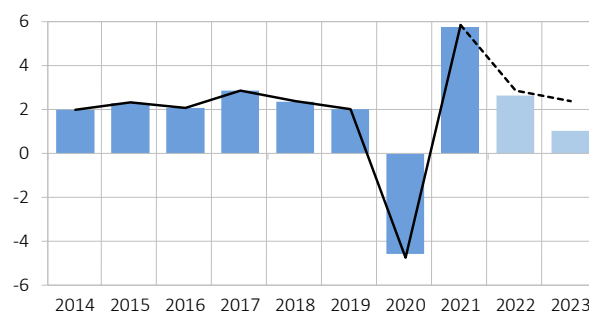
Les perspectives d'avenir dépendent essentiellement de l'approvisionnement en énergie. Depuis l'été, le risque de pénurie s'est accru en raison de l'absence d'approvisionnement en gaz en provenance de Russie. En outre, de nombreuses centrales nucléaires françaises ont été mises à l'arrêt en raison de travaux de réparation prévus ou imprévus et pourraient être encore indisponibles au cours de l'hiver prochain. Néanmoins, les stocks de gaz naturel en Europe ont pu être rapidement remplis ces derniers mois : l'objectif de la Commission européenne

d'un niveau de remplissage de 80 % en novembre a été atteint début septembre déjà.²¹

Dès la fin de l'été, la population et les milieux économiques des pays européens, mais aussi de la Suisse, ont été appelés à mettre en œuvre des mesures d'économie. Dans ses prévisions, le Groupe d'experts²² suppose que ces mesures seront efficaces et que l'Europe comme la Suisse ne souffriront pas d'une pénurie d'énergie sévère entraînant des pertes de production à grande échelle. Les risques d'aggravation de la situation en matière d'approvisionnement sont examinés dans le scénario négatif.

graphique 40 : Demande mondiale

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondéré par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



■ données actuelles ■ prévision actuelle
— données précédente - - - prévision précédente

sources : offices statistiques, OCDE, FMI, Groupe d'experts

Même en l'absence d'une grave pénurie d'énergie, les perspectives du prochain semestre d'hiver se sont assombries, notamment du point de vue de la conjoncture internationale. Les prix du gaz et de l'électricité dans le commerce de gros européen ont fortement augmenté, atteignant jusqu'à plus de dix fois le niveau enregistré avant le début de la guerre en Ukraine. Certes, l'évolution des prix dans le commerce de gros se répercute typiquement de manière fragmentaire et avec un certain

²¹ Niveau de remplissage des réservoirs de gaz naturel dans l'UE : <https://agsi.gie.eu/>.

²² Prévisions du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles : voir <https://www.seco.admin.ch/previsions-conjoncturelles>.

retard sur les ménages et les entreprises. La charge supplémentaire due à la hausse du renchérissement ou de la pression sur les coûts devrait néanmoins être lourde. Du fait de taux d'inflation plus élevés, il faut également s'attendre à une réaction de la politique monétaire internationale plus forte que celle supposée dans la prévision de juin. Dans l'ensemble, la demande chez les principaux partenaires commerciaux de la Suisse sera nettement freinée. Parallèlement, il faut s'attendre à un net affaiblissement de l'évolution en Chine, notamment en raison des mesures de lutte contre le coronavirus, qui restent toujours aussi étendues. En conséquence, le Groupe d'experts s'attend à une évolution plus faible de la demande mondiale, surtout pour l'année 2023 (graphique 40 et tableau 5).

Le ralentissement de la conjoncture internationale se répercute déjà cette année sur l'industrie exportatrice suisse, en particulier sur les secteurs les plus sensibles à la conjoncture. En raison de la baisse du taux d'utilisation des capacités, les investissements cycliques en biens d'équipement devraient également ralentir, malgré la hausse des coûts de l'énergie et les importantes difficultés de recrutement qui incitent à investir. La situation du marché du travail, associée à une croissance démographique robuste, soutient également la consommation privée. En outre, elle contribue fortement à la croissance du PIB en 2022, du fait de nouveaux effets de rattrapage après la crise du coronavirus. En revanche, les investissements dans la construction risquent d'enregistrer un net recul sur l'ensemble de l'année 2022.

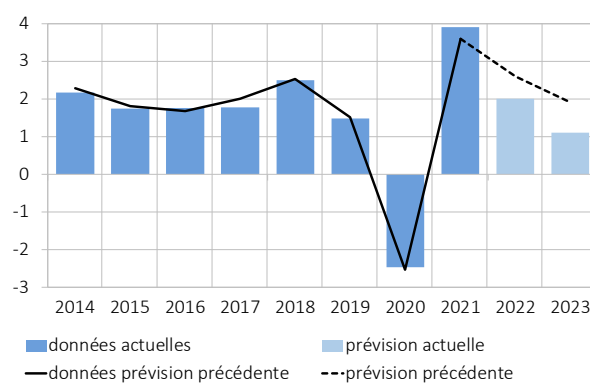
Dans ce contexte, le Groupe d'experts s'attend à une **croissance du PIB de 2,0 % sur l'ensemble de l'année 2022** (PIB corrigé des événements sportifs ; prévision de juin : 2,6 % ; graphique 41 et tableau 4). La récente révision extraordinaire des données du PIB explique en partie cet ajustement relativement important des prévisions.²³ Les données les plus récentes montrent que la reprise, après la crise du coronavirus en 2021, a été plus vigoureuse que ce que laissaient supposer les données disponibles jusqu'à présent. Il en résulte une réduction du potentiel de rattrapage économique encore disponible.

Pour l'ensemble de l'année **2023**, le Groupe d'experts abaisse fortement sa prévision de croissance à **1,1 %** (corrigée des effets des événements sportifs ; prévision de juin : 1,9 %). Jusqu'à la fin de l'horizon de prévision, la demande mondiale devrait se développer avec beaucoup moins d'élan que prévu dans la prévision de juin, ceci en

raison notamment des prix élevés et d'une politique monétaire plus restrictive. L'économie d'exportation suisse s'en trouve freinée. La demande intérieure devrait également apporter des impulsions moins fortes à la croissance (graphique 42). D'une part, le potentiel de rattrapage devrait s'épuiser progressivement. D'autre part, il est probable que de fortes augmentations des tarifs de l'électricité pèsent sur le budget des ménages.²⁴ L'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé et atteindre 2,3 % en moyenne annuelle en 2023, contre 3,0 % en moyenne annuelle en 2022 (prévision de juin 2022 : 2,5 %). En outre, pour de nombreux ménages, l'augmentation des coûts de l'énergie, qui s'est déjà amorcée cette année, ne devrait se traduire qu'avec un certain retard par une hausse des décomptes de charges.

graphique 41 : Prévision du PIB corrigé des événements sportifs

valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts

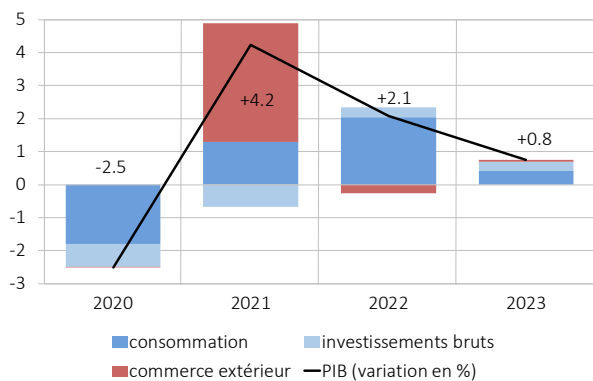
Quant au marché du travail, le Groupe d'experts estime que, sous l'effet du ralentissement conjoncturel, l'évolution de l'emploi s'affaiblira après un très bon premier semestre 2022 et que le taux de chômage entamera une hausse progressive au 4^e trimestre. En moyenne annuelle, le taux de chômage devrait ainsi s'établir à 2,2 % en 2022, puis à 2,3 % en 2023.

²³ Durant l'été 2022, l'Office fédéral de la statistique et le SECO ont mené une révision partielle extraordinaire des comptes nationaux de la Suisse faisant suite à une révision antérieure des données de la balance des paiements de la Banque nationale suisse. L'objectif de cette révision est d'assurer la cohérence des différentes données macroéconomiques.

²⁴ Pour un ménage type, il faut s'attendre à une augmentation de 27 % des tarifs de l'électricité, avec de grandes différences régionales. Voir : <https://www.elcom.admin.ch/elcom/fr/home.html>. En outre, les primes d'assurance maladie pourraient également augmenter en 2023 : <https://www.santesuisse.ch/fr/politique-medias/themes/couts-du-systeme-de-sante>.

graphique 42 : Prévisions du PIB et contributions à la croissance

valeurs réelles désaisonnalisées, y c. événements sportifs, contribution des composantes en points de pourcentage, 2022-2023 : prévisions



Risques

Si l'Europe devait connaître une situation de grave pénurie de gaz ou d'électricité, avec des pertes de production à grande échelle et un net ralentissement, l'économie suisse en serait profondément affectée. Dans un tel **scénario négatif**²⁵, la Suisse devrait également faire face à une forte pression sur les prix et à un fléchissement de l'économie.

Dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, les risques liés à la forte augmentation de l'endettement à l'échelle mondiale s'aggravent. La probabilité de corrections sur les marchés financiers est accrue. Des risques subsistent également dans le secteur immobilier, tant au niveau national qu'international. Parallèlement, l'inflation pourrait s'avérer plus soutenue que prévu. Il pourrait alors en résulter un resserrement de la politique monétaire internationale.

De nouvelles vagues de pandémie, dues par exemple à de nouvelles variantes du virus, ne peuvent être exclues. La persistance des mesures de lutte contre le coronavirus pourrait affaiblir davantage l'économie chinoise et avoir des répercussions sur la conjoncture mondiale.

Toutefois, une évolution plus favorable que celle prévue dans les prévisions conjoncturelles est également possible. Par exemple, si la situation énergétique évoluait moins négativement que prévu ou se détendait plus rapidement. Dans un tel **scénario positif**²⁵, on pourrait escompter des taux d'inflation plus faibles et un renforcement de la demande intérieure et extérieure.

²⁵ Voir page 26 s.

tableau 4 : Conjoncture suisse, septembre 2022²⁶

sauf mention contraire, variation en %, contributions à la croissance en points de pourcentage, PIB et composantes : valeurs réelles désaisonnalisées

	2020	2021	2022 *	2023 *		
Produit intérieur brut (PIB) et composantes						
PIB, corrigé des événements sportifs	-2.5	3.9	2.0	(2.6)	1.1	(1.9)
PIB	-2.5	4.2	2.1	(2.8)	0.8	(1.6)
Consommation privée	-4.2	1.7	4.0	(3.5)	1.4	(1.8)
Consommation de l'État	3.5	3.5	0.3	(0.3)	-2.5	(-0.9)
Investissements dans la construction	-1.0	-3.0	-2.2	(-1.9)	-0.2	(-0.4)
Investissements en biens d'équipement	-4.3	8.1	1.7	(2.3)	1.7	(3.0)
Exportations de biens	-1.2	10.7	1.3	(4.7)	1.5	(2.5)
Exportations de services	-12.6	11.3	10.4	(8.0)	3.2	(4.0)
Importations de biens	-6.3	4.3	6.7	(7.3)	1.2	(2.5)
Importations de services	-5.6	5.9	3.9	(7.5)	4.2	(4.5)
Contributions à la croissance du PIB						
Demande intérieure finale	-2.6	2.4	2.1	(2.0)	0.7	(1.3)
Commerce extérieur	0.0	3.6	-0.3	(0.1)	0.1	(0.3)
Marché du travail et prix						
Emplois en équivalents plein temps	0.2	1.0	2.7	(2.1)	0.7	(0.8)
Taux de chômage en %	3.1	3.0	2.2	(2.1)	2.3	(2.0)
Indice des prix à la consommation	-0.7	0.6	3.0	(2.5)	2.3	(1.4)

sources : OFS, SECO

* prévisions du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, entre parenthèses : prévisions précédentes

tableau 5 : Conjoncture internationale et cadre monétaire, septembre 2022²⁷

sauf mention contraire, variation en %, PIB et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées

	2020	2021	2022 *	2023 *		
PIB, comparaison internationale						
États-Unis	-3.4	5.7	1.8	(3.0)	1.3	(2.3)
Zone euro	-6.2	5.2	3.2	(2.8)	0.6	(2.2)
Allemagne	-4.1	2.6	1.7	(2.0)	0.1	(2.6)
Royaume-Uni	-9.3	7.4	3.4	(3.7)	0.1	(1.3)
Japon	-4.6	1.7	1.7	(2.0)	1.6	(2.2)
Pays du Bric	-0.8	7.5	2.3	(3.5)	4.1	(4.6)
Chine	2.3	8.1	2.5	(3.8)	5.0	(5.7)
Demande mondiale	-4.6	5.7	2.6	(2.9)	1.0	(2.4)
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	41.8	70.7	103.4	(106.3)	89.5	(94.7)
Suisse						
Saron en %	-0.7	-0.7	-0.2	(-0.6)	1.0	(0.0)
Rendement des emprunts à 10 ans en %	-0.5	-0.3	0.7	(0.6)	1.2	(0.9)
Indice réel du cours du franc	3.9	-2.6	-0.6	(-0.8)	0.8	(-0.5)

sources : SECO, institutions statistiques compétentes

* hypothèses du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, entre parenthèses : hypothèses précédentes

²⁶ Exportations, importations et contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.²⁷ Pays du Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

Scénarios

Vu le degré élevé d'incertitude, le SECO complète les prévisions du Groupe d'experts par deux alternatives de scénarios conjoncturels (graphique 43). Ces deux scénarios supposent des évolutions respectivement beaucoup plus négatives (scénario négatif) ou positives (scénario positif) de l'**approvisionnement en gaz** en Europe. Les conséquences pour l'économie suisse seraient multiples. D'importants canaux d'impact sont illustrés ci-après.

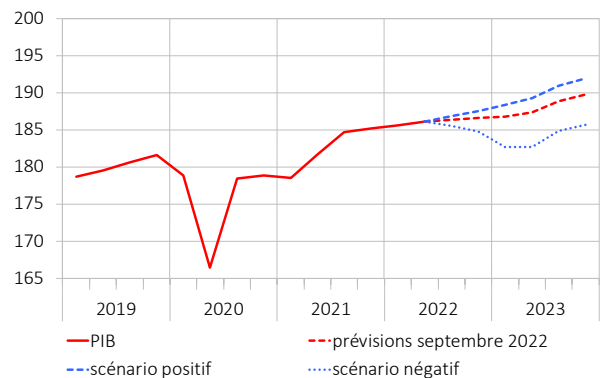
Le **scénario négatif** suppose que l'Europe connaîtra des goulets d'étranglement importants au cours des prochains mois d'hiver et que la situation de l'approvisionnement restera tendue au moins jusqu'à la fin de l'horizon de prévision. A court terme, des facteurs liés à la demande et à l'offre pourraient conduire à une situation de forte pénurie. Par exemple, l'hiver pourrait être particulièrement froid et entraîner une augmentation de la demande d'énergie de chauffage ; l'indisponibilité d'autres sources d'énergie, telles que les centrales nucléaires, pourrait nécessiter une augmentation de la production d'électricité à partir de gaz ; les difficultés d'approvisionnement en gaz liquéfié vers l'Europe pourraient limiter l'offre. Dans l'hypothèse d'un scénario négatif, des mesures de contingentement temporaires seraient prises durant l'hiver 2022/2023 et entraîneraient des pertes de production dans l'industrie européenne, ce qui aggraverait les problèmes des chaînes d'approvisionnement mondiales. Sur les marchés de gros européens, il faudrait s'attendre à de nouvelles fortes hausses de prix en cas de pénurie prononcée. En conséquence, les ménages et les entreprises seraient fortement pénalisés et l'inflation continuerait de progresser fortement. Ceci entraînerait une réaction plus forte de la politique monétaire, avec des effets ralentisseurs supplémentaires sur la demande. La zone euro entrerait alors en récession, avec un recul prononcé du PIB. L'économie se redresserait progressivement au cours de l'été suivant, avec une baisse de la demande saisonnière de gaz naturel et une substitution croissante de l'approvisionnement en gaz russe.

Dans un tel scénario négatif, la Suisse serait également confrontée à des taux d'inflation plus élevés et à une récession. La baisse de la demande étrangère pèserait sur le secteur des exportations et la hausse des prix et des taux d'intérêt en Suisse grèverait la demande intérieure.

Le rationnement du gaz entraînerait en outre certaines pertes, du moins dans l'industrie.²⁸

graphique 43 : Prévision du PIB et scénarios, tracés illustratifs

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, niveau en milliards de francs



sources : SECO, Groupe d'experts

Sur la base de ces hypothèses, la croissance du PIB pourrait encore atteindre 1,6 % en Suisse pour l'ensemble de l'année 2022 (tableau 6), et un recul de 0,8 % serait à prévoir pour 2023. Dans ce scénario négatif, l'écart par rapport aux prévisions de base (-1,9 point de pourcentage) serait donc légèrement plus faible en Suisse que dans la zone euro (-2,5 points de pourcentage) : l'économie suisse étant relativement peu gourmande en énergie, elle serait potentiellement moins touchée par une pénurie d'énergie ; par ailleurs, l'inflation serait plus faible que dans la zone euro, ce qui rendrait la politique monétaire moins restrictive. La situation sur le marché du travail s'assombrirait elle aussi avec le ralentissement de l'économie. La hausse du chômage pourrait toutefois être atténuée dans une certaine mesure par un recours accru au chômage partiel.

Il convient de rappeler qu'il n'est guère possible de quantifier définitivement un tel scénario. En particulier, les effets de réseau inhérents à l'économie ne peuvent guère être anticipés : la suppression de facteurs de production essentiels pourrait avoir des conséquences économiques beaucoup plus importantes que ne le laisse supposer l'examen agrégé des relations macroéconomiques.

²⁸ Il est supposé qu'après les mesures d'économie et de substitution, il subsiste une pénurie de gaz de l'ordre de 15 %. Cela conduit à un contingentement du gaz naturel dans l'industrie. Les hypothèses relatives aux pertes de production dans l'industrie ont été définies à l'aide des comptes d'utilisation de l'énergie des ménages et de l'économie (v. https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-0204000000_106/px-x-0204000000_106/px-x-0204000000_106.px/) et du tableau input-output (v. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/economie-nationale/input-output.html>) de la Suisse. Les effets secondaires sur les industries en aval sont également considérés. L'impact concret dépendrait des possibilités de substitution et du niveau de remplissage des stocks de gaz naturel au moment de la suppression, ainsi que du potentiel d'économie de la consommation d'énergie.

En outre, la possibilité de trouver des substituts aux livraisons de gaz interrompues pourrait s'avérer plus ou moins limitée que prévu. Et l'impact d'une pénurie de gaz dépendra sans doute de la façon d'allouer les ressources. Par exemple, les dommages économiques pourraient être beaucoup moins importants dans le cas d'une approche de marché que dans le cas d'un contingentement uniforme de tous les secteurs ou entreprises concernés.

Il faudrait par ailleurs s'attendre à des baisses de performance économique nettement plus importantes que celles modélisées dans le scénario négatif si l'approvisionnement en électricité n'était plus entièrement garanti. L'impact économique d'une interruption de l'approvisionnement en électricité serait potentiellement très important.

L'évolution de la situation de l'approvisionnement en gaz naturel en Europe peut toutefois s'avérer plus favorable

que dans le scénario de base, notamment en cas de demande de gaz particulièrement faible ou de livraisons supplémentaires, possibilités de développement qui ont été retenues dans le **scénario positif**, d'après lequel les prix de l'énergie, et donc l'inflation, continueraient de baisser dans la zone euro. Le secteur suisse des exportations bénéficierait alors directement d'une hausse de la demande étrangère. En 2023, l'inflation en Suisse reviendrait dans la zone de stabilité des prix, soutiendrait les revenus réels et, conjuguée à la diminution de l'incertitude, renforcerait la demande intérieure. La croissance du PIB serait notamment beaucoup plus forte en 2023 que dans les prévisions de base (tableau 6). Sur le marché du travail, une telle évolution se traduirait par un nombre de chômeurs durablement bas.

tableau 6 : Scénarios, septembre 2022

sauf mention contraire, variation en %, PIB zone euro et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées, PIB suisse : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs

	2021	Prév. sept. 2022		Scénario positif		Scénario négatif	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023
Suisse							
PIB	3.9	2.0	1.1	2.2	1.9	1.6	-0.8
Indice des prix à la consommation	0.6	3.0	2.3	2.9	1.4	3.2	4.1
Taux de chômage	3.0	2.2	2.3	2.1	2.1	2.2	2.6
Zone euro							
PIB	5.2	3.2	0.6	3.4	1.6	2.7	-1.9
Indice des prix à la consommation	2.6	8.1	4.8	7.7	2.8	8.4	9.5
Demande mondiale	5.7	2.6	1.0	2.8	1.7	2.3	-0.6
Prix du pétrole en USD/baril de Brent	70.7	103.4	89.5	100.9	84.5	113.8	115.8

sources : SECO, Groupe d'experts de la Confédération